



Réaction britannique face aux provocations russes

En janvier 2015, la Royal Air Force (RAF) mobilisait deux Eurofighter Typhoon pour intercepter deux TU-95 russes qui survolaient les eaux internationales, à proximité de l'espace aérien britannique. A la suite de cet événement, Michael Fallon, secrétaire d'Etat à la Défense, déclarait que Vladimir Poutine, au travers de survols répétés de sa force aérienne au-dessus des eaux internationales proches de l'espace aérien des pays de l'OTAN, représentait une réelle menace à la sécurité de certains membres de l'organisation.

Une remise en question de la politique de défense britannique

L'incident de janvier 2015 reflète une tendance de l'armée de l'air russe à mener des expéditions aériennes, parfois sans déposer de plans de vol, à distance réduite de l'espace aérien des pays de l'OTAN, en moyenne une fois par mois depuis 2014. Selon le ministère de la Défense britannique (*MoD*), plus de 100 avions russes ont été interceptés par la *RAF* depuis début 2014. La France aussi a eu régulièrement besoin de déployer des *Mirage 2000* et des *Rafale* pour intercepter ces mêmes avions russes dans le cadre de la posture permanente de sûreté aérienne. Ce comportement agressif de la part des Russes a rapidement été pris en compte par le gouvernement britannique, puisqu'en novembre 2015 est paru le nouveau *National Security Strategy and Strategic Defense and Security Review (SDSR)*. Le contraste avec le précédent *SDSR* datant de 2010 est évident. Le *MoD* avait subi des coupes budgétaires pénalisantes, notamment la *RAF* qui, faute de moyens, n'avait pas pu procéder à la modernisation de sa flotte de *Typhoon*.

La version de 2015, inclut une partie intitulée « *Russian behaviour* », dans laquelle le gouvernement insiste sur le fait que la Russie serait sanctionnée si elle continuait à adopter un comportement belliqueux envers les pays membres, en particulier depuis l'annexion illégale de la Crimée en 2014. L'importance accordée à la Russie dans le nouveau *SDSR* est bien plus prégnante que dans la version de 2010, où la Russie n'était mentionnée que deux fois : à propos des intérêts énergétiques du Royaume-Uni et, ironiquement, à propos de l'importance du dialogue entre Londres et Moscou sur des questions de sécurité.

Des relations anglo-russes ambiguës

Le *SDSR* 2015 est paru quelques mois avant que le Royaume-Uni ne prenne la décision de quitter l'Union européenne. Ce sera donc avec le nouveau Premier ministre, Theresa May, que Vladimir Poutine devra envisager les relations anglo-russes, même si rien ne semble indiquer qu'un changement radical devrait s'opérer dans les relations entre Londres et Moscou. Elle s'était illustrée en début d'année lors de l'affaire polémique Alexander Litvinenko, l'ancien agent des services secrets russes assassiné à Londres en 2006, dans laquelle la justice britannique accusait le Kremlin d'avoir approuvé le meurtre de l'ex-agent. Theresa May, alors ministre de l'Intérieur, avait tenté de calmer la situation en déclarant que les intérêts britanniques allaient au-delà d'un simple incident diplomatique et qu'il était nécessaire de continuer à travailler main dans la main avec Moscou, notamment afin de tenter de régler le conflit en Syrie.

Cependant, la chef du gouvernement britannique a récemment fait l'objet de critiques de la part des Russes. En se montrant très favorable au renouvellement du projet *Trident*, elle avait déclaré qu'il était essentiel pour le Royaume-Uni de posséder ces quatre sous-marins nucléaires de nouvelle génération, pour pouvoir faire face aux menaces que représente notamment la Russie. Ces déclarations ont heurté le Kremlin, en particulier depuis que l'OTAN a prévu d'envoyer des troupes dans les pays baltes et en Pologne, afin de renforcer ses frontières avec la Russie en réaction au comportement agressif de cette dernière en Crimée. En ce qui concerne le ministère des Affaires Etrangères, la Russie est très satisfaite du départ de l'ancien ministre Philip Hammond, considéré par Moscou comme « *anti-russe* », et de son remplacement par le leader de la campagne du Brexit, Boris Johnson, qui semble plus ouvert à la coopération entre Londres et Moscou.

A travers le nouveau SDSR, le gouvernement britannique insiste sur le fait que les relations anglo-russes méritent un traitement spécifique, et exprime la nécessité de renforcer l'armée britannique, notamment l'armée de l'air, afin d'assurer une meilleure protection du territoire¹. Cela reflète la position ambiguë du Royaume-Uni envers la Russie, qui la désigne ouvertement comme une menace, mais qui, parallèlement, est obligé de maintenir des relations amicales afin de faciliter la coopération internationale.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

¹ Voir Note du CESA n°47.